

## Qui a vraiment réduit le déficit depuis 30 ans ?

« Le Point » dévoile le travail du spécialiste des finances publiques, François Ecalle, qui a mesuré les efforts réellement portés par les gouvernements.

*Par Marc Vignaud*

*Modifié le 01/06/2018 à 15:07 - Publié le 01/06/2018 à 13:59 | Le Point.fr*



Que la baisse du déficit public est difficile ! Pour la première fois depuis près de 10 ans, la France va sortir de la procédure pour déficit excessif ouverte contre elle par l'Union européenne. En 2017, le trou entre les recettes et les dépenses françaises est passé de 3,4 % à 2,6 %. Mais cette chute est essentiellement due à la reprise économique. Les recettes fiscales ont progressé encore plus vite que le PIB, lui-même en hausse de 2,2 %.

Dans une note dévoilée en exclusivité par Le Point.fr, le magistrat de la Cour des comptes en disponibilité François Ecalle a donc voulu connaître l'effort réel produit par les différents gouvernements depuis 1989 pour redresser les comptes. Dans ce travail qui sera publié sur le site internet de référence dédié aux finances publiques, Fipeco, ce spécialiste des finances publiques s'est concentré sur « l'effort structurel » de la France, c'est-à-dire l'impact des seules mesures budgétaires prises par le pouvoir, sur la chronique des déficits. Autrement dit, il a gommé les effets de la conjoncture sur l'évolution des comptes français. Le résultat est éloquent. En près

de 20 ans, les gouvernements successifs ont, par leurs mesures discrétionnaires de baisses d'impôts, ou, beaucoup plus souvent, d'augmentation des dépenses, creusé le déficit de près de deux points de PIB.

### **Un effort de 1993 à 1997 puis sous François Hollande**

Les politiques n'ont fait d'efforts que pendant deux périodes. D'abord de 1993 à 1997 (gouvernement Balladur et Juppé), alors que la droite est au pouvoir. Puis de 2012 à 2017, lorsque François Hollande occupe l'Élysée. Mais cette deuxième période d'effort de réduction du déficit intervient au moment où la France subit justement les conséquences de la crise de la dette européenne, alors que le budget est censé jouer un rôle contracyclique. En période de croissance, l'effort de réduction du déficit doit normalement être important afin de pouvoir, à l'inverse, relâcher les cordons de la bourse quand l'économie est déprimée...

Tout le reste du temps, les gestionnaires de la France ont, par leurs décisions, creusé le déficit structurel. C'est notamment le cas de 1997 à 2002, alors que le trou entre les recettes et les dépenses se réduisaient automatiquement grâce à la forte croissance économique. Dit autrement, Lionel Jospin a surfé sur la croissance (mondiale) pour réduire le déficit, mais aurait pu – et dû – le diminuer beaucoup plus rapidement.

### **Un effort concentré sur les hausses d'impôts**

Autre enseignement : l'effort de réduction des déficits est presque systématiquement passé par des hausses de prélèvements obligatoires (impôts nouveaux) plutôt que par des baisses de dépenses publiques. Au contraire, c'est l'augmentation des dépenses publiques qui explique l'effort négatif de bien des majorités. Il n'y a guère que François Hollande, en fin de quinquennat, qui a produit un effort structurel en dépenses (hors crédit d'impôt).

La première partie du second septennat de François Mitterrand, de 1989 à 1993, a été marquée par une forte croissance moyenne des dépenses publiques de 3,5 %, « sous l'effet notamment de la progression des pensions de retraite et des dépenses d'assurance maladie et d'éducation. Les baisses d'impôt (suppression du taux majoré de TVA, allègement de l'IS...) ont été plus que compensées par les augmentations des prélèvements sociaux (cotisations vieillesse...) et des impôts locaux », résume François Ecalle.

### **Sous Jospin, hausse des impôts, mais aussi des dépenses**

Ensuite, lorsque la droite revient au pouvoir, alors qu'Édouard Balladur est à Matignon (1993 à 1997), les dépenses ralentissent fortement. Mais l'effort est au total négatif à cause de 1993, année de transition entre les deux majorités.

De 1997 à 2002, sous Lionel Jospin l'effort est très largement négatif. Autrement dit, le déficit structurel augmente. Le Premier ministre socialiste en cohabitation avec Jacques Chirac creuse le déficit structurel en baissant fortement les impôts (allègement des cotisations patronales dans le cadre du passage aux 35 heures, baisse d'un point de la TVA et application d'un taux réduit aux travaux d'entretien, suppression de la composante salariale de la taxe professionnelle...). Côté dépenses publiques, après un net ralentissement en 1998, leur croissance rebondit de 1999-2001 « sous l'effet notamment de la mise en place des 35 heures dans la fonction publique et d'une accélération des remboursements d'assurance maladie, détaille François Ecalte. Au total, l'effort en dépenses a été légèrement négatif ».

Ensuite, pendant le quinquennat de Jacques Chirac, de 2002 à 2007, les impôts augmentent. Cet effort de réduction du déficit est sapé par l'augmentation des dépenses de 2 % en moyenne par an de 2003 à 2006, sous l'effet notamment des dépenses des collectivités locales...

### **Inflation sous Nicolas Sarkozy**

Sous Nicolas Sarkozy, l'effort structurel de réduction du déficit passe une nouvelle fois par des hausses d'impôts. « Les prélèvements obligatoires ont d'abord fortement baissé, dans le cadre de la loi sur le travail, l'emploi et le pouvoir d'achat puis dans le cadre du plan de relance de l'activité économique. Ils ont ensuite augmenté sous l'effet de l'arrêt du plan de relance puis des mesures de redressement budgétaire décidées à partir de l'été 2010 (réforme des retraites). » En revanche, l'effort sur les dépenses a été très négatif, malgré leur ralentissement, à cause de la baisse de l'inflation et de la chute de la croissance potentielle estimée de la France\*.

Enfin, sous François Hollande, l'effort structurel de réduction du déficit a été fort, notamment en début de quinquennat, sous la pression du reste de l'Union européenne. Mais le président socialiste a une nouvelle fois donné la priorité aux hausses d'impôts, avant de faire porter l'effort sur les dépenses en fin de mandat. En euros constants, « la croissance des dépenses (...) a été ramenée à 1 % en moyenne sur 2013-2017 », souligne François Ecalte.

*\*pour qu'il y ait un effort structurel sur les dépenses publiques, il faut que leur progression soit inférieure à la croissance potentielle.*



Malgré les efforts pour enrayer la chute de la livre, les Turcs inquiets



Formation anti-racisme: Starbucks donne l'exemple et ferme 8.000 cafés



Italie: nouvelles tractations attendues pour tenter de former un gouvernement

## CONTENUS SPONSORISÉS



RDV le 31.05 pour découvrir notre offre bricolage

[LIDL](#)



Le trafic de drogue génère 2,7 milliards d'euros par an en France

[FRANCE INFO](#)



Votre avenir compte ? Rejoignez l'équipage de la Marine nationale

[ETREMARIN.FR](#)



## 4 COMMENTAIRES

---

Par Petit malin le 01/06/2018 à 15:15

**@libéral avancé le 01/06/2018 à 14 : 39**

Pas mieux... Vous avez dit le principal.

J'ajouterai que ces impôts qu'on jure "de ne pas augmenter", le faisant sous forme de taxes sournoises, ne sont jamais mis en regard de ce que pourraient être des baisses de dépenses publiques : train de vie des élus, modèle social, nombre de fonctionnaires, les collectivités locales s'en étant données à coeur joie (intercommunalités, métropole... ), et Hollande aussi qui s'est empressé de recruter 60. 000 fonctionnaires après la baisse très mesurée de 133. 000 postes de Sarkozy, qu'il faudrait accentuer. Et Macron n'en prends pas le chemin malgré sa promesse faite du bout des lèvres !

Ce n'est pas que nos politiques sont stupides, "ils savent", mais ils ne veulent pas en entendre parler, réélection oblige.

Et le "petit dernier", représentant du "monde nouveau", ne déroge pas en bon socialiste qu'il est au

fond de lui : pas touche aux fonctionnaires, impôts et taxes à gogo : CSG, notaires, carburant... !  
Pas mal au bout d'un an...  
Ils ont une imagination inépuisable !

Par tartuffe75 le 01/06/2018 à 15:03

### **Le pauvre Jospin avait Chirac dans les jambes**

Le pauvre Jospin avait Chirac dans les jambes durant la cohabitation 1997 2002 lequel ne cessait de prôner des dépenses en évoquant une cagnotte (à chaque élection présidentielle les dépenses repartent à la hausse quelques mois avant)

Par edouardb le 01/06/2018 à 14:41

### **Conclusion**

Une grande majorité de buses qui ne comprennent rien à l'économie et à la saine gestion

Par libéral avancé le 01/06/2018 à 14:39

### **Rien de nouveau**

Les recettes sont toujours les mêmes : impôts et taxes dans tous les sens. Technocratie et énararchie obligent.